



Dans le cadre son action à Madagascar, la France s'investit toujours davantage dans la lutte contre la malnutrition et en a fait une priorité absolue en 2010.

La population de Madagascar, et en particulier d'Antananarivo, fait face à une crise alimentaire grave. Le taux de malnutrition est en augmentation constante tandis qu'un nombre croissant de familles n'a plus les moyens de se nourrir. L'appel d'urgence lancé en mai dernier par les systèmes des Nations Unies dressait un tableau catastrophique de la situation. La FAO vient à son tour d'alerter les partenaires techniques et financiers présents à Madagascar de la probabilité d'une crise alimentaire sans précédent dans le Sud du pays.

Pour soutenir la population malgache, de nombreux organismes s'investissent quotidiennement et mettent en œuvre des initiatives pour tenter de répondre aux besoins les plus criants.

Dans ce contexte, et dans **la continuité de son soutien** depuis 2004, la France a décidé d'octroyer **une tranche supplémentaire de 600.000 euros en 2010.**

**Cette aide vient ainsi s'ajouter au million d'euros** (soit environ **deux milliards huit cent millions d'ariary**) qui avait été distribué par la France en mai dernier pour soutenir cinq projets traitant de la problématique alimentaire dans la capitale et le Sud du pays.

Lors de cette seconde tranche, **la France a décidé d'appuyer trois structures :**

- le **Programme Alimentaire Mondial** (PAM) à hauteur de 300.000 euros (environ 840 millions d'ariary), pour le renforcement du soutien alimentaire dans les zones urbaines ;

- La **Croix Rouge Française** à hauteur de 200.000 euros (environ 560 millions d'ariary) afin d'approvisionner les actions de nutrition menées par la Croix rouge malgache dans les quartiers défavorisés d'Antananarivo dans le cadre de l'opération « restos du cœur » ;

- la **FJKM** : 100.000 euros (environ 280 millions d'ariary), afin de permettre la distribution de nourriture dans le Sud du pays.

Par son appui renouvelé, la France montre son engagement auprès des populations les plus défavorisées de Madagascar dans cette période de crise, et poursuivra son effort en appuyant les initiatives de la société civile en faveur des plus démunis./.